Spedizione in abbonamento postale

Anno 96° — Numero 162

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

ROMA - Sabato, 16 luglio 1955

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle Inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 - Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa „) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in ROMA — presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni — via XX Settembre — Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 — Firenze, via Cavour n. 46 r — Napoli, via Chiaia n. 5 — Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa „) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI ORDINARI

SUPPLEMENTO ALLA « GAZZETTA UFFICIALE » N. 162 DEL 16 LUGLIO 1955:

Ministero della difesa-Esercito: Ricompense al valor militare.

(162-163-164-306-307-308-997-999-1000)

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 aprile 1955, n. 554.

Esecuzione dell'Accordo fra l'Italia ed il Lussemburgo relativo alla definizione delle questioni economiche rimaste in sospeso fra i due Stati, concluso a mezzo scambio di Note effettuato in Lussemburgo il 5 giugno 1954.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Visto l'art. 2 del decreto legislativo 28 novembre 1947, n. 1430;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per il bilancio e per il tesoro.

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo fra l'Italia ed il Lussemburgo, relativo alla definizione delle questioni economiche rimaste in sospeso fra i due Stati, concluso a mezzo scambio di Note effettuato in Lussemburgo il 5 giugno 1954.

Art. 2.

All'onere previsto nella somma di L. 41.000.000 (quarantuno milioni di lire), derivante dall'esecuzione dell'Accordo suddetto verrà provveduto mediante riduzione, per uguale importo, dello stanziamento del capitolo n. 540 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio 1954-1955.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere con propri decreti alle occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 3.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 27 aprile 1955

EINAUDI

SCELBA — MARTINO — VANONI — GAVA

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 *luglio* 1955
Atti del Governo, registro n. 91, *foglio n.* 87. — CARLOMAGNO

Scambio di Note fra l'Italia e il Lussemburgo per la definizione delle questioni economiche derivanti dalla passata guerra.

Luxembourg, le 5 juin 1954

Monsieur le Ministre,

Au cours des négociations qui ont eu lieu entre cette Légation et le Gouvernement Grand-Ducal, les dispositions ci-après ont été arrêtées afin de résoudre dans leur ensemble et d'une manière définitive, les questions qui ont surgi, dans les relations entre l'Italie et le Luxembourg, à la suite de la seconde guerre mondiale, pour autant qu'elles n'ont pas encore trouvé une solution.

1. Le Gouvernement italien s'engage à verser la somme de quarante et un million de lires italiennes à titre de liquidation forfaitaire des réclamations présentées par des ressortissants luxembourgeois pour des dommages de guerre subis par eux en Italie. Le versement de cette somme sera effectué dans les trois mois de la mise en vigueur du présent accord Le montant déterminé ci-dessus sera porté directement au crédit des intéressés auprès de la « Banca d'Italia ». Les noms des bénéficiaires et les montants à verser à chacun d'eux seront déterminés par un échange de notes diplomatiques. Le Gouvernement italien ne s'opposera pas au transfert des sommes versées au titre du présent paragraphe, pour autant qu'il s'agisse de montants transférables en vertu de l'Accord de paiement en vigueur entre les deux Pays.

2. Le Gouvernement luxembourgeois s'engage à libérer définitivement les biens, droits et intérêts italiens, situés sur son territoire, de toute mesure de séquestre, pour autant que pareille mesure subsiste encore actuellement. Cette libération sera annoncée aussitôt que le présent échange de notes sera fait et sera terminée dans les trois mois de l'entrée en vigueur de ses stipulations. Les biens, droits et intérêts susdits, sans préjudice des droits acquis à leur égard et des droits que les ressortissants italiens pourraient faire valoir, seront restitués dans l'état où ils se trouvaient à la date du 1er janvier 1953. Le montant des charges se limitera aux frais réels, sans pouvoir dépasser une moyenne de 2 %.

Une liste de tous les ayants droit italiens et de tous les biens, droits et intérêts italiens visée ci-dessus, sera fournie, avec toutes les données qui s'y rapportent, au Gouvernement italien par le Gouvernement luxembourgeois au plus tôt possible et en tout cas avant la libération des biens.

Le Gouvernement luxembourgeois ne s'opposera pas au transfert des biens libérés aux termes du présent échange de notes, pour autant qu'il s'agisse de montants transférables en vertu de l'Accord de paiement en vigueur entre les deux Pays.

3. Le matériel roulant des Chemins de fer de l'Etat italien, détenu par la Société nationale des Chemins de fer luxembourgeois sera restitué, dans l'état où il se trouve, dans un délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du présent accord. Les parties intéressées conviennent d'abandonner, de part et d'autre, les créances qui ont été ou qui auraient pu être mises en avant, en connexion avec la restitution du matériel roulant en question.

4. Les dispositions du présent échange de notes constituent un règlement définitif de toutes les questions ayant trait à la situation qui a résulté de la seconde guerre mondiale.

5. La date de l'entrée en vigueur des dispositions qui précèdent sera convenue d'un commun accord par les Parties contractantes.

D'ordre de mon Gouvernement j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que la présente note, ensemble avec la réponse que Votre Excellence voudra m'adresser, constituera un accord passé entre les deux Gouvernements en la matière.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

FRANCESCO CAVALLETTI

Son Excellence Monsieur Joseph BECH
Ministre d'Etat, Président du Gouvernement
Ministre des Affaires Etrangères. — LUXEMBOURG

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Luxembourg, le 5 juin 1954

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date de ce jour et dont la teneur est la suivante:

« Au cours des négociations qui ont eu lieu entre cette Légation et le Gouvernement Grand-Ducal, les dispositions ci-après ont été arrêtées afin de résoudre dans leur ensemble et d'une manière définitive, les questions qui ont surgi, dans les relations entre l'Italie et le Luxembourg, à la suite de la seconde guerre mondiale, pour autant qu'elles n'ont pas encore trouvé une solution.

1. Le Gouvernement italien s'engage à verser la somme de quarante et un million de lires italiennes à titre de liquidation forfaitaire des réclamations présentées par des ressortissants luxembourgeois pour des dommages de guerre subis par eux en Italie. Le versement de cette somme sera effectué dans les trois mois de la mise en vigueur du présent accord. Le montant déterminé ci-dessus sera porté directement au crédit des intéressés auprès de la « Banca d'Italia ». Les noms des bénéficiaires et les montants à verser à chacun d'eux seront déterminés par un échange de notes diplomatiques. Le Gouvernement italien ne s'opposera pas au transfert des sommes versées au titre du présent paragraphe, pour autant qu'il s'agisse de montants transférables en vertu de l'Accord de paiement en vigueur entre les deux Pays.

2. Le Gouvernement luxembourgeois s'engage à libérer définitivement les biens, droits et intérêts italiens, situés sur son territoire, de toute mesure de séquestre, pour autant que pareille mesure subsiste encore actuellement. Cette libération sera annoncée aussitôt que le présent échange de notes sera fait et sera terminée dans les trois mois de l'entrée en vigueur de ses stipulations. Les biens, droits et intérêts susdits, sans préjudice des droits acquis à leur égard et des droits que les ressortissants italiens pourraient faire valoir, seront restitués dans l'état où ils se trouvaient à la date du 1er janvier 1953. Le montant des charges se limitera aux frais réels, sans pouvoir dépasser une moyenne de 2 %.

Une liste de tous les ayants droit italiens et de tous les biens, droits et intérêts italiens visée ci-dessus, sera fournie, avec toutes les données qui s'y rapportent, au Gouvernement italien par le Gouvernement luxembourgeois au plus tôt possible et en tout cas avant la libération des biens.

Le Gouvernement luxembourgeois ne s'opposera pas au transfert des biens libérés aux termes du présent échange de notes, pour autant qu'il s'agisse de montants transférables en vertu de l'Accord de paiement en vigueur entre les deux Pays.

3. Le matériel roulant des Chemins de fer de l'Etat italien, détenu par la Société nationale des Chemins de fer luxembourgeois sera restitué, dans l'état où il se trouve, dans un délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du présent accord. Les parties intéressées conviennent d'abandonner, de part et d'autre, les créances qui ont été ou qui auraient pu être mises en avant, en connexion avec la restitution du matériel roulant en question.

4. Les dispositions du présent échange de notes constituent un règlement définitif de toutes les questions ayant trait à la situation qui a résulté de la seconde guerre mondiale.

5. La date de l'entrée en vigueur des dispositions qui précèdent sera convenue d'un commun accord par les Parties contractantes.

D'ordre de mon Gouvernement j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que la présente note, ensemble avec la réponse que Votre Excellence voudra m'adresser, constituera un accord passé entre les deux Gouvernements en la matière. »

Le Gouvernement luxembourgeois se déclare d'accord avec la note de Votre Excellence et il la considère, ensemble avec la présente réponse, comme constituant un accord passé entre les deux Gouvernements en la matière.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

J. BECH

Son Excellence
le Marquis Francesco CAVALLETTI DI OLIVETO SABINO
Envoyé Extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire d'Italie. — LUXEMBOURG

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Luxembourg, le 5 juin 1954

Monsieur le Ministre,

Au cours des négociations qui ont eu lieu en vue de résoudre les questions qui ont surgi, dans les relations entre le Luxembourg et l'Italie, à la suite de la seconde guerre mondiale, les deux Gouvernements ont accordé leur attention à la situation des habitants du Haut Adige (Altoatesini) qui ont été transférés sur le territoire luxembourgeois au cours de la guerre et qui ont repris depuis leur nationalité italienne. Ayant exposé au Gouvernement italien les conditions particulières dans lesquelles ces personnes sont venues sur le territoire luxembourgeois et la situation juridique qui en résulte, le Gouvernement luxembourgeois s'est déclaré d'accord d'examiner avec bienveillance les demandes

présentées par ces personnes pour la libération des biens dont elles sont ou étaient légalement propriétaires.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

J. BECH

Son Excellence
le Marquis Francesco CAVALLETTI DI OLIVETO SABINO
Envoyé Extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire d'Italie. — LUXEMBOURG

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Luxembourg, le 5 juin 1954

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date de ce jour et dont la teneur est la suivante:

« Au cours des négociations qui ont eu lieu en vue de résoudre les questions qui ont surgi, dans les relations entre le Luxembourg et l'Italie, à la suite de la seconde guerre mondiale, les deux Gouvernements ont accordé leur attention à la situation des habitants du Haut Adige (Altoatesini) qui ont été transférés sur le territoire luxembourgeois au cours de la guerre et qui ont repris depuis leur nationalité italienne. Ayant exposé au Gouvernement italien les conditions particulières dans lesquelles ces personnes sont venues sur le territoire luxembourgeois et la situation juridique qui en résulte, le Gouvernement luxembourgeois s'est déclaré d'accord d'examiner avec bienveillance les demandes présentées par ces personnes pour la libération des biens dont elles sont ou étaient légalement propriétaires ».

Au nom du Gouvernement italien, je prends acte de cette déclaration du Gouvernement luxembourgeois.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

FRANCESCO CAVALLETTI

Son Excellence Monsieur Joseph BECH
Ministre d'Etat, Président du Gouvernement
Ministre des Affaires Etrangères. — LUXEMBOURG

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 19 giugno 1955.

Sostituzione del presidente del Consiglio superiore del commercio interno.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 25 settembre 1947, n. 948, che istituisce il Consiglio superiore del commercio interno;

Visto il proprio decreto 30 giugno 1954, riguardante la costituzione del predetto Consiglio, nonchè la nomina del presidente;

Vista la lettera del 20 maggio 1955, con la quale l'on. prof. Alberto Giovannini ha presentato le sue dimissioni da presidente del Consiglio superiore del commercio interno e considerata la necessità di procedere alla sua sostituzione;

Sulla proposta del Ministro per l'industria ed il commercio;

Decreta:

L'on. avv. Enzo Storoni è nominato presidente del Consiglio superiore del commercio interno, in sostituzione dell'on. prof. Alberto Giovannini, dimissionario.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 19 giugno 1955

GRONCHI

VILLABRUNA

Registrato alla Corte dei conti, addì 25 giugno 1955
Registro n. 10 Industria e commercio, foglio n. 310. — SCHIANO

(3791)

DECRETO MINISTERIALE 12 dicembre 1953.

Quarantunesimo elenco dei Comuni danneggiati dalla guerra che debbono adottare un piano di ricostruzione.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Vista la legge 27 ottobre 1951, n. 1402;

Decreta:

E' approvato come appresso il quarantunesimo elenco dei Comuni danneggiati dalla guerra che dovranno, nel termine di tre mesi dalla relativa notifica, adottare un piano di ricostruzione dei rispettivi abitati, ai sensi e per gli effetti della legge di cui alle premesse;

Provincia di Forlì: Verucchio.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 12 dicembre 1953

Il Ministro: MERLIN

(3814)

DECRETO MINISTERIALE 27 febbraio 1954.

Quarantaduesimo elenco dei Comuni danneggiati dalla guerra che debbono adottare un piano di ricostruzione.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Vista la legge 27 ottobre 1951, n. 1402;

Decreta:

E' approvato, come appresso, il quarantaduesimo elenco dei Comuni danneggiati dalla guerra che dovranno, nel termine di tre mesi dalla relativa notificazione, adottare un piano di ricostruzione dei rispettivi abitati, ai sensi e per gli effetti della legge di cui alle premesse:

Provincia di Forlì: Villa Verucchio frazione del comune di Verucchio già incluso nel quarantunesimo elenco approvato con decreto Ministeriale 12 dicembre 1953.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 27 febbraio 1954

Il Ministro: ROMITA

(3815)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma originale di laurea

Il dott. Pio Arlotta di Alessandro, nato a Milano l'11 ottobre 1920, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di laurea in medicina e chirurgia rilasciatogli dalla Università di Milano in data 3 dicembre 1947, a seguito degli esami conclusivi del relativo corso da lui sostenuti nell'anno accademico 1945-1946.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Milano.

(3739)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Proroga dei poteri conferiti al commissario della Società cooperativa lavoratori del vetro, con sede in Empoli

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 10 giugno 1955, i poteri conferiti al commissario della Società cooperativa lavoratori del vetro, con sede in Empoli, sono stati prorogati al 31 gennaio 1956.

(3737)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Determinazione del perimetro del bacino montano del fiume Misa

Con decreto Presidenziale 4 febbraio 1955, n. 18, registrato alla Corte dei conti il 31 maggio 1955, al registro n. 9, foglio n. 306, viene determinato il perimetro del bacino montano del fiume Misa nella parte interessante i comuni di Arcevia, Serra San Quirico, Genga e Sassoferrato, in provincia di Ancona.

(3741)

MINISTERO DELLA MARINA MERCANTILE

Trasferimento dal pubblico Demanio marittimo ai beni patrimoniali dello Stato di un'area demaniale, sita sulla spiaggia di Castro Marina (comune di Diso).

Con decreto del Ministro per la marina mercantile, di concerto con il Ministro per le finanze in data 5 luglio 1955 è stata dismessa dal pubblico Demanio marittimo e trasferita ai beni patrimoniali dello Stato, la zona di mq. 1450,85, sita sulla spiaggia di Castro Marina, riportata in catasto al foglio n. 11, particella n. 357-a del comune di Diso.

(3798)

Trasferimento dal pubblico Demanio marittimo ai beni patrimoniali dello Stato di un'area demaniale, sita sulla spiaggia di Genova-Multedo.

Con decreto del Ministro per la marina mercantile, di concerto con il Ministro per le finanze in data 5 luglio 1955, è stata dismessa dal pubblico Demanio marittimo e trasferita ai beni patrimoniali dello Stato, la zona di mq. 3495, sita sulla spiaggia di Genova Multedo, riportata in catasto alla particella n. 126 del foglio n. 46, sezione III M. C. di Genova Pegli.

(3799)

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Attivazione di servizio fonotelegrafico

In data 18 maggio 1955 è stato istituito il posto fonotelegrafico comunale di Monacella di Santa Venerina, frazione del comune di Santa Venerina (Catania), in collegamento con l'ufficio telegrafico del capoluogo di Santa Venerina, mediante il circuito n. 6980, realizzato con un doppino telefonico appositamente posato fra le due località.

(3599)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Nomina del presidente dell'Istituto per le case popolari dell'Azienda Carboni Italiani

Con decreto n. 5790/1 in data 5 luglio 1955, il dott. Lauro Laurenti è stato nominato presidente dell'Istituto per le case popolari dell'Azienda Carboni Italiani.

(3736)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

240° Elenco dei decreti Ministeriali di concessione mineraria emanati in virtù del regio decreto 29 luglio 1927, n. 1443

Decreto Ministeriale 4 aprile 1955, registrato alla Corte dei conti il 31 maggio 1955, registro n. 10 Industria e commercio, foglio n. 242, con il quale è accettata la rinuncia della Società talco e grafite Val Chisone, con sede in Pinerolo, alla concessione mineraria perpetua di grafite nella località « Greppini Maritani » del comune di Calizzano, provincia di Savona.

Decreto Ministeriale 5 aprile 1955, registrato alla Corte dei conti il 31 maggio 1955, registro n. 10 Industria e commercio, foglio n. 243, con il quale alla Società anonima Cementi di Bibbiena, con sede in Bibbiena, è accordata la concessione di coltivare i giacimenti di marna da cemento nella località « Casa Lavacchio » del Comune anzidetto, provincia di Arezzo, per la durata di anni venti.

Decreto Ministeriale 27 aprile 1955, registrato alla Corte dei conti il 17 maggio 1955, registro n. 10 Industria e commercio, foglio n. 196, con il quale, la concessione del giacimento di idrocarburi gassosi in località denominata « Pietramologana » nel territorio del comune di Berceto, provincia di Parma, già accordata a decorrere dal 31 dicembre 1951 a favore del signor Lino Carpani fu Angelo, domiciliato in Bedonia di Parma, è rinnovata, per la durata di anni dieci.

Decreto Ministeriale 6 giugno 1955, registrato alla Corte dei conti il 2 luglio 1955, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 2, con il quale la concessione perpetua per l'utilizzazione delle sorgenti di acqua termo-minerale denominata « Pozzi Sgaravatti », in comune di Montegrotto, provincia di Padova, è intestata, con decorrenza dal 4 ottobre 1945, agli eredi legittimi del sig. Vittorio Sgaravatti: Ilex, Erinus, Luigia, Nereo, Antonio e Teresio Sgaravatti, rappresentati dal primo, domiciliato in Padova.

Decreto Ministeriale 16 maggio 1955, registrato alla Corte dei conti il 26 maggio 1955, registro n. 10 Industria e commercio, foglio n. 224, con il quale la concessione della sorgente di acqua termo-minerale, sita in località « Via Valerio Flacco V » in comune di Abano Terme, provincia di Padova, accordata per la durata di anni venti ai signori Bruno Galtarossa Bordin e Rinaldo Brega con decreto Ministeriale 6 giugno 1953, è trasferita ed intestata al sig. Bruno Galtarossa Bordin, domiciliato in Abano Terme, provincia di Padova.

Decreto Ministeriale 15 febbraio 1955, registrato alla Corte dei conti l'11 giugno 1955, registro n. 10 Industria e commercio, foglio n. 264, con il quale è accettata la rinuncia della Società talco e grafite Val Chisone, con sede in Pinerolo, alla concessione della miniera di antracite e grafite nella località « Fossato di Osiglia » del comune di Osiglia, provincia di Savona.

(3759)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 159

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 15 luglio 1955

	Dollaro U. S. A.	Dollaro canadese	Franco svizzero
Borsa di Bologna	624,90	634,15	145,78
» Firenze	624,80	633,50	145,70
» Genova	624,88	634 —	145,75
» Milano	624,89	633,90	145,78
» Napoli	624,80	633,75	145,85
» Palermo	624,90	634,10	145,78
» Roma	624,88	634,40	145,78
» Torino	624,88	634,70	145,80
» Trieste	624,90	—	145,70
» Venezia	624,87	633,75	145,77

Media dei titoli del 15 luglio 1955

Rendita 3,50 % 1906	59,075
Id 3,50 % 1902	59,30
Id. 5 % 1935	91,275
Redimibile 3,50 % 1934.	80,10
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	71,075
Id. 5 % (Ricostruzione)	90,05
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	85,85
Id. 5 % 1936	93,60
Id. 5 % (Città di Trieste)	84,25
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,15
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	97 —
Id 5 % (» 1° gennaio 1961)	96,45
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	96,50
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	96,575
Id 5 % (» 1° aprile 1964)	96 —

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi del 15 luglio 1955

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (Decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632):

1 dollaro U.S.A	Lit.	624,89
1 dollaro canadese	»	634,15
1 franco svizzero	»	145,78

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina Lit. 1749,69

Cambi di compensazione

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit.	12,498	per franco belga
Danimarca	»	90,473	» corona danese
Egitto	»	1794,55	» lira egiziana
Francia	»	1,78546	» franco francese
Germania.	»	148,788	» marco occid
Norvegia (c/nuovo)	»	87,487	» corona norvegese
Olanda	»	164,45	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	»	120,797	» corona svedese
Svizzera (conto A)	»	142,908	» franco svizzero

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Revoca di accreditamento di notaio

Si comunica che con decreto Ministeriale 6 luglio 1955, è stato revocato l'accreditamento al notaio dott. Diena Ettore fu Marcello, residente ed esercente in Modena, già conferito con decreto Ministeriale 17 ottobre 1932.

Il direttore generale reggente: DI CRISTINA

(3807)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico

(1ª *pubblicazione*). Elenco n. 1.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 429 — Data: 17 novembre 1954 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Firenze — Intestazione: Bitossi Alfredo fu Pietro — Titoli del Debito pubblico: nominativi 99 — Capitale lire 491.700.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 636 — Data: 7 aprile 1955 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Napoli — Intestazione: Ferrara Giuseppe fu Pasquale — Titoli del Debito pubblico: al portatore 6 — Capitale L. 3000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 534 — Data: 9 luglio 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Potenza — Intestazione: Amorosino Luigi fu Paolo — Titoli del Debito pubblico: nominativi 7 — Capitale L. 14.500.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 4 luglio 1955

Il direttore generale: DI CRISTINA

(3729)

PREFETTURA DI GORIZIA

Restituzione di cognome nella forma originaria slovena

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Vista la domanda del sig. Paoletti Massimiliano intesa ad ottenere la restituzione del proprio cognome, ridotto in forma italiana con decreto prefettizio 22 novembre 1932, n. 50/386-Div. I, nella forma originaria e precisamente da Paoletti a Pavletic;

Visto il regio decreto 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina;

Visto il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, per la esecuzione del decreto anzidetto;

Visto il regio decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nelle norme citate;

Vista la nota del Ministero dell'interno 24 giugno 1948, n. 8300.11;

Decreta:

E' revocato parzialmente il decreto prefettizio 22 novembre 1932, n. 50/386, nel senso che il cognome del sig. Paoletti fu Giovanni e della fu Mozetic Cristina, nato a Merna il 24 febbraio 1898 e residente a Rupa (Savogna d'Isonzo) è restituito a tutti gli effetti nella forma originaria di Pavletic.

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi familiari:

1) Rozic Luigia fu Antonio e Lestan Anna, nata a Merna il 24 maggio 1901, moglie;

2) Paoletti Valentino di Massimiliano e di Rozic Luigia, nato a Rupa (Savogna d'Isonzo) il 24 ottobre 1927, figlio;

~~3) Paoletti Alma di Massimiliano e di Rozic Luigia, nata~~ a Rupa (Savogna d'Isonzo) il 14 dicembre 1929, figlia;

4) Paoletti Emma di Massimiliano e di Rozic Luigia, nata a Rupa (Savogna d'Isonzo) il 2 febbraio 1934, figlia.

Il presente decreto a cura dell'autorità comunale di Savogna d'Isonzo sarà notificato all'interessato ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di legge.

Gorizia, addì 22 giugno 1955

Il prefetto: DE ZERBI

(3607)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Sostituzione di un componente la Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Benevento al 30 novembre 1953 e trasferimento della sede degli esami da Benevento a Napoli.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto 25 agosto 1954, n. 340.2.11/11333, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Benevento al 30 novembre 1953;

Visto il marconigramma del Prefetto di Benevento, con il quale si rappresenta la necessità di sostituire il dott. Vincenzo Pacifico, impossibilitato ad assolvere l'incarico, nella qualità di componente della predetta Commissione giudicatrice e la opportunità di fare svolgere le prove di esami a Napoli;

Decreta:

In sostituzione del dott. Vincenzo Pacifico è nominato componente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Benevento al 30 novembre 1953 il medico condotto dott. Antonio Acerra.

Le prove di esami del predetto concorso avranno luogo a Napoli.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 6 luglio 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(3768)

Sostituzione di un componente la Commissione giudicatrice del concorso al posto di veterinario aggiunto di 2ª classe presso il pubblico macello di Lucca.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto 28 febbraio 1955, n. 340.3/7093, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso al posto di veterinario aggiunto di 2ª classe presso il pubblico macello del comune di Lucca;

Vista la nota del Prefetto di Lucca, con la quale si rappresenta la necessità di sostituire il veterinario provinciale dottor Vincenzo Mannu, trasferito ad altra sede, nella qualità di componente della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del veterinario provinciale dott. Vincenzo Mannu è nominato componente della Commissione giudicatrice del concorso al posto di veterinario aggiunto di 2ª classe presso il pubblico macello di Lucca il veterinario provinciale dottor Giotto Panichi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 6 luglio 1955

L'Alto Commissario: TESSITORI

(3769)

MINISTERO DELL'INTERNO

Graduatoria del concorso al posto di segretario provinciale generale di 1ª classe (grado I) vacante nella provincia di Asti.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI
MINISTRO PER L'INTERNO

Visto l'avviso di concorso in data 16 marzo 1955, per il conferimento del posto di segretario provinciale generale di 1ª classe (grado I) vacante nella provincia di Asti,

Visto il decreto Ministeriale 24 giugno 1955, con il quale venne costituita la Commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Vista la legge 27 giugno 1942, n. 851, il regio decreto 21 marzo 1929, n. 371 e la legge 9 agosto 1954, n. 748;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario provinciale generale di 1ª classe (grado I) vacante nella provincia di Asti, nell'ordine appresso indicato:

1. Tabasso dott. Celestino	punti 75,63	su 132
2. La Bianca dott. Cosimo	» 75,13	»
3. Zito dott. Ludovico	» 75 —	»
4. Abbaticchio dott. Pietro	» 74,36	»
5. Fiorentin dott. Antonio, profugo giuliano	» 71 —	»
6. Madau Diaz dott. Gaetano	» 71 —	»
7. Davì dott. Guido	» 70,40	»
8. Innocenzi dott. Giulio, nato il 16 aprile 1902	» 70 —	»
9. Polazzi dott. Tito, nato il 21 agosto 1906	» 70 —	»
10. Cirafici dott Giuseppe	» 68,45	»
11. Palmieri dott. Francesco	» 68 —	»
12. Ciocia dott. Emanuele	» 67 —	»
13. Norcia dott. Federico	» 65,18	»
14. Magaluso dott. Bartolomeo	» 65 —	»
15. Calabro Vincenzo	» 62 —	»
16. Novaga Arvedo	» 61 —	»
17. Troccoli Bernardino	» 60 —	»
18. Ferrari dott. Gino	» 59,95	»
19 Montesano Vincenzo	» 56 —	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 5 luglio 1955

p. *Il Ministro:* RUSSO

(3809)

PREFETTURA DI FORLI'

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Forlì

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FORLI'

Veduti i propri decreti n. 8362/3 del 29 aprile 1955, con cui veniva approvata la graduatoria di merito del concorso a posti di medico condotto vacanti in Provincia al 30 novembre 1952, e dichiarati i vincitori del concorso suddetto;

Considerato che il dott. Benericetti Walter ha rinunciato alla nomina nella terza condotta medica del comune di Sogliano al Rubicone;

Considerato che occorre, pertanto, procedere alla nomina del candidato che segue in graduatoria il predetto;

Visto l'ordine delle preferenze indicate da ciascun concorrente;

Visti gli articoli 23, 25 e 26 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Manzoni Carlo è dichiarato vincitore del concorso per l'assegnazione della terza condotta medica del comune di Sogliano al Rubicone (Romagnano).

Forlì, addì 25 giugno 1955

Il prefetto: MAZZA

(3727)

PREFETTURA DI SIENA

Graduatoria del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Siena

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI SIENA

Vista la graduatoria formata dalla Commissione giudicatrice del concorso ai posti di veterinario condotto vacanti in Provincia al 30 novembre 1953, bandito con decreto prefettizio 1° marzo 1954, n. 33345;

Visti gli articoli 69 e 36 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visti gli articoli 23 e 55 del regolamento per lo svolgimento dei concorsi ai posti di sanitario addetto ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei veterinari partecipanti al concorso specificato in epigrafe, risultati idonei:

1.	Celesti Carlo fu Muzio	punti 55,51
2.	Diligenti Pierluigi di Fulvio	» 51,36
3.	Pisani Piero fu Enrico	» 51,20
4.	Galligani Giorgio di Pietro	» 50,45
5.	Coccoli Gino fu Manlio	» 50,03
6.	Pellegrino Lucio fu Michele	» 49,26
7.	Pupi Luigi fu Ugo	» 48,80
8.	Parducci Guelfo fu Giulio	» 48,59
9.	Pellegrini Giorgio di Olinto	» 48,09
10.	Ruggeri Carlo fu Silvestro	» 48,01
11.	Dal Pozzo Gabrio di Bruno	» 47,35
12.	Turini Mauro fu Raffaello	» 47,13
13.	Cremonini Villian di Antonio	» 46,75
14.	Cappelletti Giancarlo di Fortunato	» 45,779
15.	Pacini Giulio di Paolo	» 45,771
16.	Cavallini Aldo fu Adriano	» 45,64
17.	Ferrini Alessandro di Adelindo	» 45,03
18.	Confortini Pellegrino di Metastasio	» 44,55
19.	Matteoni Giancarlo di Ruffio	» 44,45
20.	Rossi Remo di Duilio	» 44,02
21.	Chiacchierini Augusto di Paolo	» 44 —
22.	Branconi Edoardo di Virgilio	» 43,94
23.	Ficini Leopoldo fu Cesare	» 43,57
24.	Belvederesi Vittorio fu Alcide	» 43,46
25.	Fantini Enrico di Serafino	» 43,44
26.	Pizzirani Pirano di Cesare	» 43,27
27.	Fedi Zeno di Enrico	» 43,12
28.	Valigi Augusto di Oliviero	» 42,83
29.	Neri Umberto di Giuseppe	» 42,81
30.	Torelli Bruno fu Addone	» 42,46
31.	Bellachioma Franco di Camillo	» 42,39
32.	Cioni Fernando fu Giovacchino	» 42,34
33.	Luchi Eros di Arsede	» 42,06
34.	Savioli Iridio di Ortecchiano	» 41,87
35.	Giglietti Alberto di Serafino	» 41,62
36.	Quadri Umberto di Alfredo	» 41,30
37.	Bartali Erasmo fu Quirino	» 41,10
38.	Luatti Pietro fu Valerio	» 40,69
39.	Battini Vittorio di Giovanni	» 40,25
40.	Leardi Sergio di Dino	» 40 —
41.	Berbeglia Remo di Desiderio	» 39,50
42.	Biagini Guerriero di Domenico	» 39,09
43.	Bigazzi Giulio di Enrico	» 38,88
44.	Dall'Osso Giorgio di Pasquale	» 38 —
45.	Parrini Elio di Umberto	» 36 —

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e sarà pubblicato, per otto giorni, agli albi di questa Prefettura e dei Comuni interessati.

Siena, addì 27 giugno 1955

Il Prefetto

(3676)

PREFETTURA DI VARESE

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Varese

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI VARESE

Visto i precedenti decreti in data 7 febbraio 1955, con i quali è stata approvata la graduatoria degli idonei al concorso per quattro condotte mediche vacanti in provincia di Varese al 30 novembre 1953, e sono state assegnate le sedi ai vincitori;

Considerato che il dott. Parravicini Mario, quarto classificato ed assegnatario della condotta di Veddasca con Garabiolo di Maccagno, ha rinunziato alla nomina;

Preso atto della dichiarazione di rinunzia per detta condotta da parte del dott. Pedroni Luigi, quarto classificato;

Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Panigada Vittorio, il quale occupa il sesto posto nella graduatoria del concorso sopraindicato, è dichiarato vincitore del concorso per la condotta medica consorziale di Veddasca con Garabiolo di Maccagno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale*, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e dei Comuni del Consorzio interessato.

Varese, addì 15 giugno 1955

Il prefetto: Lo Monaco

(3728)

PREFETTURA DI L'AQUILA

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di L'Aquila

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI L'AQUILA

Visto il precedente decreto prefettizio n. 13998, div. 3ª in data 28 marzo 1955, con il quale il dott. Gentile Domenico è stato assegnato alla condotta medica del consorzio Castelvecchio Calvisio-Carapelle Calvisio;

Ritenuto che il predetto sanitario ha rinunciato alla nomina;

Ritenuto che in base all'ordine della graduatoria, approvata con decreto prefettizio n. 56278, div. 3ª in data 30 dicembre 1954, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 21 del 27 gennaio 1955, e alla indicazione in ordine di preferenze delle sedi, ha diritto ad essere assegnato alla sopraindicata condotta medica il dott. Tulli Giovanni;

Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

La condotta medica del Consorzio di Castelvecchio Calvisio-Carapelle Calvisio è assegnata al dott. Tulli Giovanni.

Il sindaco del comune di Castelvecchio Calvisio è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della Provincia, nonchè affisso, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questa Prefettura e a quello del comune di Castelvecchio Calvisio.

L'Aquila, addì 28 giugno 1955

p. *Il prefetto*: Malarbi

(3646)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.